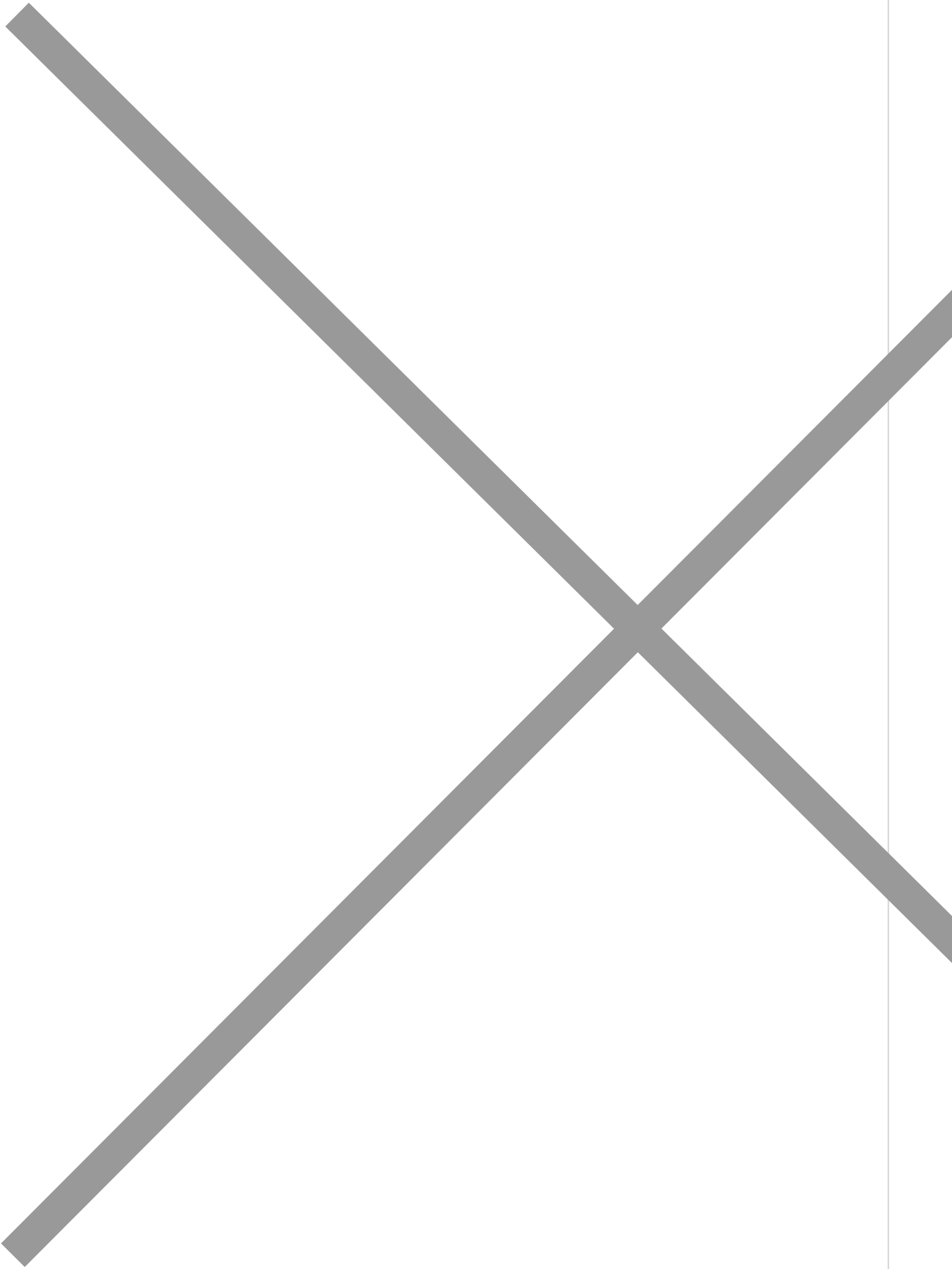


*Jour du Journalisme en
Argentine : les attaques de Javier
Milei contre le journalisme
menacent la liberté de la presse
en Argentine*

Image not found or type unknown



Buenos Aires, 7 mai (RHC) Ce 7 juin marque la Journée du journalisme en Argentine, mais il n'y a rien ou presque à célébrer dans le contexte actuel. Depuis l'arrivée de Javier Milei à la présidence, plusieurs journalistes ont subi des attaques de la part de l'exécutif. Que pense Milei du journalisme et quelles sont les similitudes avec Donald Trump dans son rapport aux médias ? Nous l'analysons.

« Menteurs », « calomniateurs », « corrompus », « imbéciles » et « enveloppés » sont quelques-unes des expressions que le président argentin, Javier Milei, a utilisées à l'encontre des journalistes depuis près de six mois qu'il est au pouvoir.

Le leader d'extrême droite ne fait aucune distinction entre les médias et l'idéologie politique du professionnel. Il suffit qu'un journaliste le critique ou exprime une opinion contre son gouvernement pour qu'il réponde par une attaque.

Cela ne crée pas seulement un climat d'intimidation. Le droit à la liberté d'expression est également menacé.

Depuis le 10 décembre 2023, date à laquelle Milei a pris ses fonctions de président de l'Argentine, des journalistes tels que Jorge Lanata, Jorge Fernández Díaz, Joaquín Morales Solá, María Laura Santillán, Jorge Fontevicchia, Romina Manguel, Silvia Mercado, Luisa Corradini, Marcelo Bonelli, Victor Hugo Morales et María O'Donnell, entre autres, ont été pris pour cible par le pouvoir exécutif.

Selon une étude d'Amnesty International Argentine, en 180 jours de mandat, le président a attaqué plus de 20 journalistes et personnalités culturelles. Cela représente au moins une attaque tous les dix jours.

Amnesty et le Forum argentin du journalisme (FOPEA) ont tous deux mis en garde contre cette situation et les risques qu'elle fait peser sur la liberté d'expression dans le pays.

"Lorsque les responsables de ces attaques sont des fonctionnaires ou le président de la nation lui-même, cela ne génère pas seulement un climat d'intimidation. Le droit à la liberté d'expression est également menacé, car le harcèlement, les pressions et les accusations ont pour effet de censurer et de faire taire les voix", a déclaré Mariela Belski, directrice exécutive d'Amnesty International Argentine, dans un communiqué publié à l'occasion de la Journée du journaliste.

De son côté, la FOPEA, dans une étude réalisée après les 100 premiers jours de la présidence de Milei, a dénoncé le fait que quatre attaques sur dix contre les journalistes et les médias provenaient du chef de l'État ou de ses ministres.

« Les expressions insultantes et aggravantes du président de la nation à l'égard des journalistes et des médias se maintiennent à un niveau qui contredit l'obligation constitutionnelle de garantir la liberté d'expression, à la fois dans sa dimension individuelle et collective », a averti le Forum.

Dans le même ordre d'idées, l'ONG Reporters sans frontières (RSF) a déclaré dans son rapport annuel sur la liberté de la presse que l'arrivée à la présidence de l'Argentine de M. Milei, qu'elle a qualifié d'«

ouvertement hostile à la presse », « marque un nouveau tournant inquiétant pour la garantie du droit à l'information dans le pays ». Depuis l'arrivée de ce libertaire à la Casa Rosada, l'Argentine a perdu 26 places dans le classement annuel de la liberté de la presse établi par RSF. « Le président d'extrême droite Javier Milei, élu en 2023, encourage les agressions contre les journalistes et les attaques visant à discréditer les médias et les reporters critiques de sa politique », indique l'ONG dans son « Classement mondial de la liberté de la presse 2024 : les dangers de l'industrie de la tromperie ».

Dans un long article publié dans le X du 10 avril, le président argentin a affirmé que les journalistes avaient pris l'habitude d'être « traités comme des prophètes de la vérité unique et incontestable, qui ne peuvent être ni critiqués, ni niés, ni corrigés ».

Le président les a également accusés d'avoir été « corrompus, souillés et prostitués dans la chaleur des enveloppes et de la publicité officielle ».

"L'extorsion est monnaie courante. Le mensonge, la diffamation et la calomnie sont également monnaie courante. On vous frappe d'abord, puis on vous refile la facture. Les chiffres sont sidéraux", écrit-il en référence aux journalistes, qu'il appelle à "les faire descendre de leur tour d'ivoire dans laquelle ils pensent vivre".

« Milei est une personne qui est totalement réticente à être en désaccord ».

Pour Gonzalo Sarasqueta, directeur du master en communication politique et commerciale de l'université Camilo José Cela, Milei considère le journalisme comme un obstacle à la communication directe avec les citoyens.

"Il est davantage dans la logique de l'autocommunication de masse sur les réseaux sociaux. Ses dispositifs pour sauter l'intermédiation sont TikTok, Instagram et X. Selon sa logique, tout ce que fait le journalisme, c'est brouiller le message entre le dirigeant et les citoyens. Le journaliste y est un gêneur qui perturbe le média", explique Sarasqueta à France 24.

En tout état de cause, il reconnaît que la façon dont Milei traite les journalistes dépend principalement de ce qu'ils pensent de lui.

"Le président est une personne qui n'aime pas du tout la dissidence. La dissidence et la critique, qui est la fonction du journalisme, le font bander. Mais si le journaliste est sur la même longueur d'onde que lui, il est amical. C'est-à-dire qu'avec les communicateurs qu'il sent de son côté pour mener la bataille culturelle dont l'Argentine a besoin pour redevenir une puissance mondiale, tout va bien. En revanche, avec la majorité des journalistes, qui sont ceux qui ne sont pas d'accord avec son projet, tout va mal", déclare-t-il.

Pour sa part, le journaliste et écrivain Carlos Aletto affirme que Milei s'en prend à tous ceux qui ne se conforment pas au récit qu'il veut construire, qu'ils soient journalistes ou non.

« Quiconque a une opinion différente de la sienne est l'ennemi », a-t-il déclaré à France 24.

L'ancien directeur de l'agence de presse Télam - fermée sur ordre de Milei - est d'accord avec Sarasqueta pour dire que, pour le président, le journalisme peut être remplacé par les réseaux sociaux.

"Milei perçoit le X comme une grande source d'informations et construit son monde à travers la réalité qu'il voit sur les réseaux sociaux. Il n'a pas besoin de journalisme parce qu'il se maintient dans les réseaux avec de petits groupes de 'trolls' qui le défendent et célèbrent chaque chose qu'il dit ou fait", ajoute-t-il.

Milei et les similitudes avec Trump dans sa relation avec les médias

Dans sa relation avec la presse, Milei semble avoir copié les manières de faire de l'ancien président américain Donald Trump. Tous deux considèrent le journalisme comme un ennemi politique qui se dresse entre eux et les citoyens. En février 2017, alors qu'il était encore en fonction, le républicain a qualifié les médias d'« ennemis du peuple ».

Malgré sa confrontation avec la presse et les 34 chefs d'accusation dont il a été reconnu coupable lors du procès pour avoir falsifié des documents comptables afin de dissimuler un pot-de-vin versé à l'actrice pornographique « Stormy Daniels » peu avant l'élection présidentielle de 2016, Trump ne semble pas avoir perdu trop d'intentions de vote dans sa campagne pour revenir à la Maison-Blanche. Milei trouve en Trump un exemple qui montre que déclarer la guerre au journalisme ne lui ferait pas nécessairement perdre sa popularité.

Selon Sarasqueta, l'Américain a intérêt à se mettre à dos le journalisme, que le politologue décrit comme un élément de l'establishment contre lequel les dirigeants de droite s'acharnent.

Comme Trump aux États-Unis, Milei, avec ses attaques constantes contre le journalisme, cherche en Argentine à placer les médias au sein de l'establishment et à en faire un ennemi pour les citoyens.

"Selon Milei, Mauricio Macri, Cristina Kirchner et Alberto Fernández ont échoué en Argentine et ensuite ce type (Milei) arrive et vous dit que tous ceux qui ont été là jusqu'à présent sont des voleurs qui vivent de vos impôts. Mais il n'y a pas qu'eux, il y a aussi les acteurs, Lali Esposito, les médias, la justice (...) Ce qui pour lui est l'establishment. La caste est un concept qui déborde le cadre strictement politique", commente-t-il.

Pour Aletto, les attaques contre la presse et ses travailleurs ne viennent pas seulement de la droite. « Nicolás Maduro n'a rien de droitier et il s'en prend aussi au journalisme », affirme-t-il.

Il assure qu'aujourd'hui, personne n'oserait contrarier les médias car « le journalisme n'est plus la vache sacrée qu'il était ».

Qui croit-on ?

Dans les cas où Milei s'est attaqué à des journalistes éloignés de son idéologie politique, comme María O'Donnell ou Víctor Hugo Morales, le positionnement des partisans du président ne semble pas faire de doute. Cependant, le président s'est également heurté à des journalistes de médias traditionnels associés à la droite, tels que Jorge Lanata, Jorge Fernández Díaz et Joaquín Morales Solá, pour ne citer que quelques exemples.

La plupart de ceux qui respectent et suivent ces trois éminents journalistes depuis de nombreuses années ont probablement voté pour Milei lors des élections présidentielles de l'année dernière.

Selon le professeur et chercheur Jerónimo Biderman Núñez, cette controverse peut générer des « désillusions » parmi le public plus âgé du président et nuire à son image.

"Ce public a une histoire commune avec ces médias et ces journalistes, une confiance. Donc, s'il doit choisir entre l'un ou l'autre, il s'appuiera davantage sur la confiance traditionnelle qu'il a avec ces journalistes", a-t-il déclaré à France 24.

Quoi qu'il en soit, il admet que le niveau de confiance dans le journalisme argentin est « très bas ». Selon l'enquête « La stabilité tendue de l'Argentine libertaire », réalisée par le cabinet de conseil Zubán Córdoba y Asociados en avril dernier, plus de 80% de la société argentine ne fait pas confiance aux

médias.

"L'opinion que l'on peut avoir sur Jorge Fernández Díaz, Jorge Lanata, Marcelo Longobardi ou Joaquín Morales Solá ne va pas s'affaiblir à l'intérieur de l'industrie des médias, mais elle ne va pas non plus s'affaiblir au niveau général. En fait, je pense que cela pourrait les rapprocher du public qui n'est pas favorable à Milei", conclut-il.

En cette journée des journalistes en Argentine, il est important de se rappeler et de défendre la liberté d'expression. Le journalisme est un pilier fondamental de la démocratie, dont la mission est d'interroger, d'enquêter et de faire entendre la vérité.

(Source France 24)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/356820-jour-du-journalisme-en-argentine-les-attaques-de-javier-milei-contre-le-journalisme-menacent-la-liberte-de-la-presse-en-argentine>



Radio Habana Cuba